

## **Instruments d'évaluation**

### **ETUDE DE CAS**

#### **« APPLICATION DE LA METHODOLOGIE PEFA »**

**Contenu :**

<i>Résultats de l'évaluation</i>	<u>2</u>
a. Résultats des notations pour les cinq indicateurs – République Centrafricaine (2010)	<u>2</u>
b. Synthèse des notations pour la République Centrafricaine	<u>5</u>

## Résultats de l'évaluation

### a. Résultats des notations pour les six indicateurs – République Centrafricaine (2010)<sup>1</sup>

#### Indicateur PEFA n°4 - Stock et suivi des arriérés de paiement sur les dépenses

Descriptif	Commentaire résumé	Note
Stock et suivi de paiement des arriérés sur les dépenses	i) Le stock d'arriérés dépasse 10 % des dépenses totales. 2007 : 125,07% 2008 : 116,80% 2009 : 90,73%	<b>D</b>
Données relatives au stock d'arriérés	ii) Les données relatives au stock d'arriérés ont été générées au moins par une action exhaustive et ponctuelle au cours des deux derniers exercices. Dernière révision exhaustive : 2008 (pour les exercices comptables jusqu'en 2007)	<b>C</b>
<b>Note Globale</b>	<b>D+</b>	

#### Indicateur PEFA n°5 – Classification du budget

Critères minima (Méthode de notation M1)	Justifications	Note
La préparation et l'exécution du budget reposent sur la classification administrative, économique et sous-fonctionnelle (et utilisent au moins les 10 fonctions principales du COFOG) en ayant recours aux normes GFS/COFOG ou à une norme susceptible de fournir une documentation cohérente par rapport à ces normes.	Le budget de l'Etat est préparé et exécuté suivant une nouvelle nomenclature bâtie sur les trois classifications de base d'un bon système de classification budgétaire : classifications administrative, fonctionnelle inspirée de la norme GFS/COFOG) et économique. La réforme du plan comptable de l'Etat est aussi effectuée en 2009 mais sera mise en oeuvre en 2011. L'harmonisation de la NBE avec le PCE est assurée et devra faciliter le suivi de l'exécution budgétaire. La classification fonctionnelle ne sert pas à l'établissement des rapports d'exécution budgétaire.	<b>B</b>

#### Indicateur PEFA n°9 - Surveillance du risque budgétaire global imputable aux autres entités du secteur public

Critères minima (Méthode de notation M1)	Justifications	Note
La plupart des principales agences publiques autonomes et entreprises publiques présentent au moins tous les ans des rapports budgétaires à l'administration centrale mais une situation consolidée des risques budgétaires n'existe pas ou est incomplète.	Les états financiers des agences et entreprises publiques reçus par le Contrôle Général du secteur parapublic ne donnent pas lieu à l'élaboration de rapports consolidés dégageant la situation budgétaire nette de ces entités.	<b>C</b>
La situation budgétaire nette de l'échelon le plus important de l'administration décentralisée est contrôlée au moins tous les ans, mais une situation consolidée des risques budgétaires n'existe pas ou est incomplète.	Les états détaillés d'exécution des budgets des collectivités territoriales reçus par la DCF ainsi que les rapports des contrôles annuels effectués par les contrôleurs financiers placés auprès de ces entités sont contrôlés tous les ans mais ne donnent pas lieu à une consolidation ou à une agrégation des données.	<b>C</b>
<b>Note globale :</b>	<b>C</b>	

<sup>1</sup> Les informations retranscrites découlent directement de l'évaluation PEFA – PFM-PR de République Centrafricaine en 2010 (Rapport final).

## Indicateur PEFA n°18 - Efficacité des contrôles des états de paie

Composante	Critères minima de notation de cette composante (Méthode de notation : M 1)	Justifications	Notes
i) Degré d'intégration et de rapprochement des données relatives à l'état de paie et au fichier nominatif	L'intégrité des états de paie est fortement compromise par l'absence de fichiers de personnel et d'une base de données complète sur le personnel ou par le manque de rapprochement entre les trois listes	S'il existe un fichier de la solde et des dossiers individuels, le recouplement avec les états de paie n'est pas réalisé faute, notamment, d'un dispositif informatique performant.	<b>D</b>
ii) Modifications apportées en temps opportun au fichier nominatif et à l'état de paie.	Le traitement des modifications apportées au fichier nominatif et aux états de paie accuse jusqu'à 3 mois de retard pour une grande partie des modifications, ce qui entraîne régulièrement des ajustements.	La direction de la Solde est tributaire des informations transmises par les Ministères ou par les personnes directement intéressées à faire prendre en compte leur modification statutaire.	<b>C</b>
iii) Contrôles internes des modifications apportées au fichier nominatif et à l'état de paie	Les mesures de contrôle des modifications apportées aux fichiers sont peu efficaces et favorisent des erreurs de paiement.	Les contrôles ne portent que sur les mouvements modifiant le fichier de personnel ou sur le bien fondé de réclamations.	<b>D</b>
iv) Existence de mesures de vérification de l'état de paie pour déceler les failles du système de contrôle interne et/ou des employés fantômes.	Des vérifications partielles des états de paie ou des enquêtes sur le personnel ont été effectuées au cours des 3 dernières années.	La dernière opération de recensement/paiement a été réalisée en 2005, soit il y a plus de trois ans.	<b>D</b>
<b>Note globale</b>	<b>D</b>		

## Indicateur PEFA n°24 - Qualité et respect des délais des rapports d'exécution budgétaire produits en cours d'année

Descriptif	Commentaire résumé	Note
i) Portée des rapports en termes de couverture et de compatibilité avec les prévisions budgétaires	La comparaison avec le budget n'est possible que pour les principales rubriques administratives. Les dépenses sont saisies à la phase d'engagement ou celle du paiement (mais non aux deux phases). Le niveau de détail n'est pas suffisant. Présentation en grande masse & selon les dépenses engagées. L'appréciation des paiements est effectuée globalement de façon littérale.	<b>C</b>
ii) Emission dans les délais des rapports	Les rapports trimestriels ne sont pas préparés (2007 & 2008) ou sont émis avec plus de 8 semaines de retard (2009)	<b>D</b>
iii) Qualité de l'information	Des préoccupations existent quant à l'exactitude des données, mais les problèmes sont généralement mentionnés dans les rapports et ne compromettent pas leur utilité. Absence de données exhaustives (financements extérieurs, agences, impossibilité de rattacher sur Ges'Co les paiements aux ordonnancements)	<b>B</b>
<b>Note Globale</b>	<b>D+</b>	

**Indicateur PEFA n°26 - PEFA - Etendue, nature et suivi de la vérification externe**

<b>Descriptif</b>	<b>Commentaire résumé</b>	<b>Note</b>
i) Etendue de la vérification effectuée	Aucun contrôle définitif n'a été produit.	<b>D</b>
ii) Présentation dans les délais des rapports de vérification au parlement	Les rapports de vérification ne sont pas présentés au parlement.	<b>D</b>
iii) Preuve du suivi des recommandations formulées par les vérificateurs	Aucune recommandation n'a été formulée.	<b>D</b>
<b>Note Globale</b>	<b>D</b>	

**b. Synthèse des notations pour la République Centrafricaine**

Indicateurs sur la Performance de la Gestion des Finances Publiques	Note Globale
<b>A - RESULTATS DU SYSTÈME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES: Crédibilité du Budget</b>	
PI-1 Dépenses réelles totales par rapport au budget initialement approuvé	D
PI-2 Composition des dépenses réelles par rapport au budget initialement approuvé	D
PI-3 Recettes réelles totales par rapport au budget initialement approuvé	C
PI-4 Stock et suivi des arriérés de paiement sur les dépenses	D+
<b>B. SPECIFICITES TRANSVERSALES: Couverture et transparence</b>	
PI-5 Classification du budget	B
PI-6 Exhaustivité des informations contenues dans la documentation budgétaire	C
PI-7 Importance des opérations non rapportées de l'administration centrale	D
PI-8 Transparence des relations budgétaires intergouvernementales	C
PI-9 Surveillance du risque budgétaire global imputable aux autres entités du secteur public	C
PI-10 Accès du public aux principales informations budgétaires	C
<b>C. CYCLE BUDGÉTAIRE</b>	
<b>C(i) Budgétisation basée sur les politiques publiques</b>	
PI-11 Caractère organisé et participatif du processus annuel de préparation du budget	C+
PI-12 Perspective pluriannuelle dans la planification budgétaire et de la politique des dépenses publiques	D+
<b>C(ii) Prévisibilité et contrôle de l'exécution du budget</b>	
PI-13 Transparence de l'assujettissement et des obligations des contribuables	C
PI-14 Efficacité des mesures d'immatriculation des contribuables et de l'évaluation de l'impôt, des taxes et des droits de douane	C
PI-15 Efficacité du recouvrement des contributions fiscales et douanières	D+
PI-16 Prévisibilité de la disponibilité des fonds pour l'engagement des dépenses	D+
PI-17 Suivi et gestion de la trésorerie, des dettes et des garanties	D+
PI-18 Efficacité des contrôles des états de paie	D
PI-19 Mise en concurrence, utilisation optimale des ressources et contrôles de la passation des marchés publics	A
PI-20 Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales	C
PI-21 Efficacité du système de vérification interne	C+
<b>C(iii) Comptabilité, enregistrement de l'information et rapports financiers</b>	
PI-22 Régularité et respect des délais pour les opérations de rapprochement des comptes	D
PI-23 Disponibilité des informations sur les ressources reçues par les unités de prestations de services primaires	D
PI-24 Qualité et respect des délais des rapports d'exécution budgétaire produits en cours d'année	D+
PI-25 Qualité et respect des délais des états financiers annuels	D+
<b>C(iv) Surveillance et vérification externes</b>	
PI-26 Etendue, nature et suivi de la vérification externe	D
PI-27 Examen de la loi de finances annuelle par le pouvoir législatif	D+
PI-28 Examen des rapports de vérification externe par le pouvoir législatif	D
<b>D. PRATIQUES DES BAILLEURS DE FONDS</b>	
D-1 Prévisibilité de l'appui budgétaire direct	D
D-2 Renseignements financiers fournis par les bailleurs de fonds pour la budgétisation de l'aide-projet et l'aide-programme et établissement des rapports y afférents	D
D-3 Proportion de l'aide gérée sur la base des procédures nationales	D